

Pour une alimentation **DURABLE** **ACCESSIBLE** aux étudiant·es



“Zéro Faim” est l’un des Objectifs du Développement Durable qui prévoit d’«éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable». Pourtant, aujourd’hui, la **précarité alimentaire** touche encore beaucoup d’étudiant·es : en 2021-2022, 27,5 % d’entre elles et eux ont **restreint la qualité de leur repas**, et 11% présentaient un état de faim sévère (Santé Publique France 2025).

L’alimentation durable ne recouvre pas seulement l’accès garanti et suffisant à l’alimentation, mais aussi sa qualité, une juste rémunération des agriculteur·ices et le respect des préférences alimentaires et besoins nutritionnels.

Les conséquences — ou les causes — de la précarité alimentaire peuvent être l’exclusion sociale ou un environnement appauvri. Bien se nourrir devient un défi au quotidien : budget, manque de temps et d’infrastructures adaptées... Les étudiant·es tendent alors à privilégier davantage une alimentation rapide, peu coûteuse, transformée, ayant des conséquences néfastes sur la santé. Promouvoir une alimentation durable auprès des étudiant·es ne peut donc se faire qu’en répondant aussi aux défis de la précarité alimentaire.

Ce policy brief analyse les freins et leviers d’une alimentation durable étudiante et propose des recommandations concrètes pour agir sur trois piliers :

1

donner accès à une alimentation durable pour les étudiant·es

2

favoriser l’éducation et l’action pour une alimentation saine et conviviale

3

limiter l’influence de la publicité sur nos comportements alimentaires

LA CONVENTION ÉTUDIANTE LOCALE DE L’ALIMENTATION DURABLE (CELAD) DE PARIS

Pilotée par le Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire (RESES), la CELAD de Paris réunit une quinzaine d’étudiant·es représentant 7 associations étudiantes animées par le même idéal : **participer à la construction d’un système alimentaire durable sur leur territoire.**

Depuis novembre 2024, nous nous sommes formé·es par le biais d’échanges avec des associations, des expert·es et des agriculteur·ices, aux enjeux de l’alimentation en France et notamment en Ile-de-France. Notre objectif est le suivant : **porter auprès des acteur·ices du territoire francilien les propositions sur lesquelles nous travaillons depuis 6 mois.**

1 DONNER ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE SUR LES CAMPUS

Depuis l'Accord de Grenoble, les universités multiplient les initiatives pour la transition de leurs campus, notamment à travers le vote de schémas directeurs de Développement Durable et Responsabilité Sociale et Environnementale (DD&RSE). Leurs campus sont des leviers essentiels pour **prendre des mesures concrètes et rendre accessible une alimentation durable**, connectée à son territoire, en l'ancrant au sein des projets pédagogiques.

L'université, actrice centrale de l'accessibilité

Les universités franciliennes assurent un rôle central dans l'accessibilité alimentaire, les étudiant·es y passant la majorité de leur temps. Assurer un accès à l'alimentation durable sur les campus permet non seulement de **répondre aux problématiques de malnutrition** chez les étudiant·es, mais aussi de **former des citoyen·nes responsables** et de **promouvoir des habitudes de consommation durables**.

► L'université doit inclure dans ses schémas directeurs DD&RSE l'accessibilité à l'alimentation durable, en assurant des moyens financiers et humains pour des projets tels que la création de partenariats avec des structures agricoles durables, comme les AMAP.

Création de surfaces agricoles au sein des campus

Les campus et espaces fonciers occupés par les universités représentent une ressource essentielle pour initier **des projets pédagogiques et de recherche en faveur du développement de potagers, de jardins ou autres surfaces agricoles**, et ainsi renforcer le lien social et territorial. L'université Paris XIII a ainsi mis à disposition une parcelle du campus de Villetaneuse pour développer des projets agricoles et alimentaires, en lien avec ses activités pédagogiques, en partenariat avec plusieurs associations et d'autres acteurs de son territoire. Il est essentiel qu'une telle initiative soit impulsée à l'échelle régionale afin de pallier les inégalités territoriales en termes d'accès à l'agriculture et l'alimentation durable.

► Développer des surfaces agricoles permettrait d'obtenir de nouvelles opportunités de financement et d'impliquer les étudiant·es ainsi que les jeunes professionnel·les pour une vie étudiante et des campus plus durables.

2 FAVORISER L'ÉDUCATION ET L'ACTION POUR UNE ALIMENTATION DURABLE

Si certain·es étudiant·es peuvent **manquer d'informations** sur l'alimentation saine et durable, d'autres disposent des connaissances **sans avoir les moyens matériels** de les mettre en pratique. Ainsi, il est nécessaire de **développer des solutions durables et collectives**, en facilitant l'accès à une alimentation durable, et en renforçant la sensibilisation et la formation autour de ces enjeux.

La création d'un réseau d'acteur·ices engagé·es

L'accès à une alimentation durable passe par la transmission de savoirs et de compétences.

► Il est donc essentiel de faciliter la création d'un réseau d'acteur·ices engagé·es mis en lien avec les universités dans une dynamique de sensibilisation et de formation aux enjeux d'alimentation durable.

Ce réseau pourrait réunir des associations étudiantes et des organisations locales, ainsi que des spécialistes. Il permettrait d'organiser des temps de formation et des ateliers pratiques, rendant les enjeux de l'alimentation durable concrets et accessibles au quotidien, pour accompagner les étudiant·es vers un changement de leurs comportements alimentaires.

L'accès à des cuisines collectives équipées

Pour permettre à tous·tes les étudiant·es d'être acteur·ices d'une alimentation durable, il faut leur garantir un accès à des espaces adaptés. Si de nombreuses cuisines collectives sont déjà mises à disposition dans certaines résidences CROUS, ce n'est pas encore le cas partout. De plus, elles ne sont généralement pas suffisamment équipées, limitant la capacité des étudiant·es à cuisiner des repas maison et de qualité.

► Ainsi, l'accès à un espace de cuisine collective équipée doit être garanti dans toutes les résidences étudiantes des CROUS franciliens.

Ces cuisines collectives deviendraient de véritables lieux de convivialité, entretenue notamment lors des temps de formation et d'ateliers pratiques qui pourraient y être proposés.

3

LIMITER L'INFLUENCE DE LA PUBLICITÉ SUR NOS COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES

Nous sommes confronté·es chaque jour à des milliers de publicités et produits, sur les réseaux sociaux, dans les médias et par l'affichage dans l'espace public notamment. Actuellement, la publicité alimentaire prône principalement des **options peu durables** (produits ultra-transformés, fast-food, repas non équilibrés). Cela **influence nos comportements alimentaires** et par conséquent impacte notre **santé** (surpoids, diabète). Il est crucial de **limiter cette exposition**, en particulier pour les enfants et étudiant·es, pour qui la prévalence des maladies liées à l'alimentation augmente.

La publicité aux alentours des écoles

Il est primordial de transmettre des comportements alimentaires sains aux enfants. Une première étape peut être de limiter les incitations à la nourriture non durable aux abords des établissements scolaires. Même si les mairies n'ont que peu de marge pour contrôler le contenu de l'affichage sur leur territoire, elles peuvent, à travers les RLP(i), limiter la place générale de la publicité dans l'espace public (en taille et en localisation). À Paris, la publicité est interdite aux abords des établissements scolaires dans un rayon de 50 m.

► Pour limiter davantage d'exposition, il est primordial d'étendre cette interdiction de la publicité aux abords des établissements scolaires franciliens en actualisant les RLP(i).

Le marketing alimentaire dans le supérieur

Sur nos campus aussi, les marques et les propositions de nourriture peu durables occupent une place considérable : produits ultra-transformés dans les distributeurs et les cafétérias, publicité sur des écrans, marques partenaires pour des événements... Or, l'entrée dans l'enseignement supérieur est une période-clé pour la construction d'habitudes alimentaires saines et durables, puisque les étudiant·es sont moins soumis·es à l'influence familiale.

► Il est essentiel d'évaluer l'exposition au marketing alimentaire dans les universités, c'est-à-dire la visibilité des différents aliments et marques en particulier les moins durables, afin d'engager une réflexion sur la réduction de l'exposition à ces produits sur les campus.



LES RECOMMANDATIONS

de la CELAD de Paris

ACCESSIBILITÉ À UNE ALIMENTATION DURABLE SUR LES CAMPUS

- ▶ Inclure dans les schémas directeurs DD&RSE des universités un accès à une alimentation durable et locale pour toutes
 - ▶ Développer des surfaces à vocation agricole sur les campus en finançant des potagers à visée pédagogique et de recherche
- en assurant la création de partenariats avec des structures agricoles durables locales (ex. AMAP)
 - en garantissant des moyens humains et financiers pour développer et maintenir les initiatives
 - en mettant à disposition une surface exploitable
 - en tissant des liens avec le voisinage et les acteurs du territoire pour la continuité de l'activité sur toute l'année/sur le long terme

EDUCATION ET ACTION POUR UNE ALIMENTATION DURABLE

- ▶ Faciliter la création d'un réseau d'acteurs-ices engagés
 - ▶ Garantir l'accès à un espace de cuisine collective équipée dans toutes les résidences étudiantes des 8 CROUS franciliens
- pour créer des temps d'atelier et de formation pour une cuisine plus saine et durable.
 - en respectant une charte d'équipement minimal pour cuisiner convenablement

PUBLICITÉ ET COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES

- ▶ Étendre l'interdiction de la publicité aux abords des établissements scolaires franciliens en actualisant les RLP(i)
 - ▶ Faire un état des lieux de l'exposition au marketing alimentaire sur le campus et dans la vie associative
- en étendant la mesure parisienne actuelle aux intercommunalités et communes franciliennes
 - en élargissant le rayon de 50 à 100 m à Paris
 - en recensant les publicités, partenariats et marques apparentes au sein des campus pour identifier des pistes d'actions afin de limiter cette exposition